

Protection sociale (page 3)

# Les retraités exultent



Le décret qui détermine les modalités d'augmentation de la pension de vieillesse, d'invalidité ou anticipée a été signé vendredi le 26 juin 2026 par le Président de la République.

AGRICULTURE

SOCIÉTÉ

PUBLIREPORTAGE



Agriculture intensive

L'agriculture intensive, un outil efficace pour endiguer la faim (page 2)



Prière nationale d'action de grâce

Emmanuel Sinzohagera dresse le portrait d'un mauvais dirigeant (page 3)



Merankabandi-Hinduringendo

Burunga : la Journée Hinduringendo appelle à un changement... (page 4)



Le journal se rapproche de ses lecteurs. Il va diffuser des informations en continue et en intégralité 24h/24.

## Editorial

# Les Burundais ont soif d'une indépendance économique



Jean Marie Vianney Niyongabo,  
Journaliste.

leur pays. Les fonctionnaires de l'Etat, les forces de défense et de sécurité, le personnel des entreprises tant publiques que privées et la population en général se sont réveillés très tôt le matin pour célébrer cette victoire que le peuple burundais a arraché il y a de cela 64 ans.

Devant les hautes autorités du pays, ils étaient élégants et apparemment fiers de cette date qui reste gravée dans leur mémoire. Cette victoire rappelle les injustices et la lourdeur des souffrances qu'ont connu les Burundais lors de la période coloniale.

A la moindre erreur, le Burundais était soumis à la chicotte. C'était

douloureux. De surcroît, cette date rappelle aussi au peuple burundais l'émergence d'un pays de paix, où il peut se sentir libre.

Oui. Mais, malgré qu'il s'observe quelques avancées au niveau de la croissance économique comme l'a signalé ces derniers jours le FMI, il y a encore du pain sur la planche. Le peuple manque d'une indépendance économique.

Cela s'explique par les départs de pas mal de Burundais vers les pays étrangers à la recherche de là où l'herbe est encore verte suite à la cherté de la vie.

Le gouvernement devrait s'impliquer davantage pour inverser la tendance. Qu'il

se surpasse pour alléger la souffrance de la population liée à la cherté de la vie et au manque de carburant. Suite au manque de l'or noir, la situation économique est chaotique. Les commerçants ont du mal à déplacer leurs marchandises.

Cela finit par occasionner la hausse des prix pour ne pas travailler à perte. C'est de même pour le transport rémunéré des personnes. Le peuple trotte au matin au soir suite au manque de bus, surtout dans la ville de Bujumbura.

Suite à cela, le Burundais n'est pas libre d'aller partout où il veut et quand il le souhaite. Il se déplace en cas de force majeure.

C'est de même quand il veut s'approvisionner en denrées alimentaires. Il est limité par l'indépendance financière.

A 64 ans d'indépendance, le gouvernement devrait alors s'impliquer davantage pour rendre les Burundais véritablement indépendants tel que le concept l'indique, car l'indépendance ne se mesure pas seulement par l'obtention d'un drapeau, d'un hymne ou de la mise en place des institutions.

Elle se mesure aussi par la capacité d'un peuple à décider librement de son destin, à bâtir une économie forte, à garantir la justice, les libertés et les conditions de vie dignes.

Le 1<sup>er</sup> juillet 2026, tous les Burundais ont célébré les 64 ans d'indépendance de

## AGRICULTURE

# L'agriculture intensive, un outil efficace pour endiguer la faim

Au moment où la question de la faim est une réalité au Burundi, Parcém Burundi demande de développer l'agriculture intensive pour s'en sortir. La bonne gestion du sol et de l'eau, la disponibilité des intrants agricoles, des semences sélectionnées et des insecticides, le développement de la mécanisation agricole, le renforcement des capacités à l'endroit des producteurs agricoles, l'investissement dans la recherche, la bonne gestion de la production, etc sont recommandées pour y parvenir.

La question de la faim est une réalité au Burundi, a indiqué Faustin Ndikumana, président de Parcém Burundi à l'occasion de la journée mondiale de la faim célébrée le 16 juin 2026. Selon lui, pas mal d'indicateurs de cette situation s'observent.

Le pays enregistre un indice de pauvreté élevé. Il est fixé à 40%. De plus, l'insuffisance calorifique inquiète plus d'un. On devrait manger au moins 2100 kilocalories par jour. Pourtant, on ne dépasse pas 1600 kilocalories par jour.

Selon Ndikumana, cela a un impact négatif sur la santé de la population. La capacité intellectuelle est touchée. Le niveau de croissance des enfants en pâtit. Parcém Burundi fait savoir que la raison de cette situation est que le secteur agricole n'est pas développé. L'agriculture reste de subsistance.



Faustin Ndikumana, président du Parcém Burundi : «L'agriculture intensive est la piste de solution la plus stratégique pour sauver le Burundi de la faim».

## La démographie galopante, un défi

On cultive pour les ménages. Pas pour le marché, car on ne vend que seulement 15% de la production agricole. Le rendement par hectare reste en dessous de la moyenne. Selon toujours Ndikumana, la démographie galopante empire la situation.

Elle est passée de 6 millions d'habitants à plus de 12 millions de 2005 à 2025. L'effectif des consommateurs n'est pas en corrélation avec la production agricole. Il y a plus de consommateurs par rapport à la production. Pourtant, cette situation s'observe au moment où l'eau est en quantité suffisante au Burundi.

De plus, il y a un climat. Ndikumana fait remarquer que l'agriculture

intensive est la piste de solution la plus stratégique pour sauver le Burundi de la faim. Cela consiste à produire beaucoup sur une petite étendue comme cela s'observe dans certains pays.

## Quid des stratégies pour développer l'agriculture intensive ?

Des stratégies pour gagner le pari dans le développement du secteur agricole ont été dégagées. C'est à titre illustratif la gestion du sol. Dans ce sens, pratiquer la politique de la villagisation est une nécessité pour trouver des terres agricoles.

La gestion de l'eau est aussi recommandée. Selon Parcém Burundi, il ne faut pas que cette denrée soit davantage une opportunité qu'un défi.

Parcém Burundi demande au

gouvernement d'impliquer la population dans la gestion des eaux de pluie pour les utiliser dans l'irrigation pendant la saison sèche. Et d'ajouter la disponibilité des intrants agricoles, des semences sélectionnées et des insecticides.

On devrait utiliser 100 kg d'intrants agricoles par hectare en moyenne.

Pourtant, on utilise moins de 10 kg par hectare. Selon Ndikumana, la mécanisation agricole est plus qu'une urgence. Ce n'est pas normal qu'on utilise actuellement la houe pour cultiver. Cet outil ne rime pas avec les réalités du moment et cela ne fait que démotiver les producteurs agricoles.

Ils se fatiguent rapidement et pour rien, car ils produisent peu tout en dépensant beaucoup d'énergie. Le pays devrait alors se doter d'équipements de pointe tels que des tracteurs pour inverser la tendance.

Le renforcement des capacités à travers des formations à l'endroit des producteurs agricoles de taille est aussi une nécessité. Selon toujours Parcém Burundi, on devrait investir dans la recherche dans le secteur agricole. C'est dans ce sens que la mise en place des laboratoires de pointe est plus que nécessaire.

Notons qu'il s'ensuit la gestion de la production agricole. Selon lui, il a été constaté que la gestion de la production post récolte est émaillée d'embûches. Pendant la récolte, la production devient un défi suite au manque de stratégies visant la conservation et la transformation. Cela n'est pas possible sans un budget conséquent et en l'absence d'institutions capables d'impulser le développement de ce secteur.

Jean Marie Vianney Niyongabo

**BurundiEco**  
Media - Part - Station

C.d'Uvira, Immeuble Hope Design

Référence CNC : 100/CNC/236/2012  
Parution le vendredi

Rédacteur en chef :  
Mélance Maniragaba

Service commercial :  
+257 22 277868 / 65800014

Taux de change du 19 Juin 2026		
	Marché officiel	
Monnaies étrangères	Acheteur	Vendeur
Dollar USA	2970	3018
Euro	3392	3447
Shi. Kenyan	22.9427	23.3128
Shi. Tanzanien	1.1295	1.1477
Shi. Ougandais	0.8135	0.8266
Fr Rwandais	2.0137	2.0462

Sources : BRB/www.brb.bi

## Les retraités dans la gaieté

Les retraités éprouvent un sentiment de satisfaction. C'est après que le décret qui détermine les modalités d'augmentation de la pension de vieillesse, d'invalidité ou anticipée et la pension des survivants en faveur du fonctionnaire, du magistrat, du mandataire politique ou public, du cadre ou d'un agent contractuel travaillant dans le secteur public, d'un agent de l'ordre judiciaire, d'un membre des corps de défense et de sécurité a été signé. Ils demandent l'accélération de sa mise en œuvre effective.

Le décret qui détermine les modalités d'augmentation de la pension de vieillesse, d'invalidité ou anticipée et la pension des survivants en faveur du fonctionnaire, du magistrat, du mandataire politique ou public, du cadre ou d'un agent contractuel travaillant dans le secteur public, d'un agent de l'ordre judiciaire, d'un membre des corps de défense et de sécurité a été signé vendredi le 26 juin 2026 par le Président de la République du Burundi.

Ce décret précise que le montant mensuel de cette pension est calculé de telle manière qu'il soit progressivement égal au dernier salaire net mensuel du mois précédent celui de sa mise à la retraite pour limite d'âge, celui du constat de l'invalidité ou celui de la mise à la retraite anticipée.



*Le taux de remplacement sera augmenté en fonction de la santé financière des organismes de sécurité sociale et du fonds de pérennisation de la réforme des pensions de vieillesse ou anticipée jusqu'à atteindre le niveau du dernier salaire net mensuel du mois précédent celui de la mise à la retraite de l'assuré.*

Le taux de remplacement de départ est fixé à 60% du dernier salaire net mensuel. Le taux de remplacement sera augmenté en fonction de la

santé financière des organismes de sécurité sociale et du fonds de pérennisation de la réforme des pensions de vieillesse ou anticipée

jusqu'à atteindre le niveau du dernier salaire net mensuel du mois précédent celui de la mise à la retraite de l'assuré.

Six mois avant le départ à la retraite, le ministre ayant la fonction publique dans ses attributions et les institutions du secteur public concernées par la réforme dressent et transmettent les listes des candidats à la retraite avec leurs derniers salaires nets mensuels au ministre en charge des finances.

### Les retraités jubilent

Les retraités contactés éprouvent un sentiment de satisfaction. Ils indiquent qu'il y a beaucoup d'années qu'ils attendent la perception de la pension dont le montant est égal à leurs derniers salaires.

Ils demandent la mise en œuvre de ce décret dès le début de l'exercice budgétaire 2026-2027. Du reste, ils font remarquer qu'ils vivent dans des conditions précaires au moment où le coût de la vie devient de plus en plus élevé suite à la forte inflation qui s'observe dans le pays.

Ces derniers déplorent alors le fait que le retraité au Burundi ne vit pas longtemps suite à la faible pension qu'il perçoit. Ils demandent l'accélération de la mise en œuvre effective de ce décret pour améliorer leurs conditions.

Notons que la politique d'augmentation de ladite pension date de 2020.

Jean Marie Vianney Niyongabo

## SOCIETE

### Prière nationale d'action de grâce

## Emmanuel Sinzohagera dresse le portrait d'un mauvais dirigeant

A l'occasion de la prière nationale d'action de grâce organisée du 18 au 20 juin à Muyinga, dans la province de Buhumuza, pour marquer les six années du président Evariste Ndayishimiye à la tête du Burundi, l'ancien président du Sénat, Emmanuel Sinzohagera, a livré un enseignement sur les caractéristiques d'un mauvais dirigeant. Il a appelé les responsables à placer l'intérêt de la population au-dessus de leurs ambitions personnelles.

Devant les personnes réunies à Muyinga, Emmanuel Sinzohagera a expliqué qu'un mauvais dirigeant est avant tout celui qui recherche sa propre gloire, sa richesse et le maintien de son pouvoir. Selon lui, un tel responsable ne fait pas du bien-être des citoyens ou des personnes qu'il dirige sa priorité. « Le mauvais dirigeant recherche son honneur, sa richesse et son pouvoir. Il ne met pas en avant le bien-être de ceux qu'il est appelé à servir », a-t-il déclaré, soulignant que la mission d'un responsable consiste avant tout à servir les autres.

Il a également insisté sur l'importance de l'humilité. D'après lui, un mauvais dirigeant refuse les conseils, estime tout savoir et ne souhaite ni être formé ni corrigé. Cette attitude le conduit, selon lui, à commettre de nombreuses erreurs qui auraient pu être évitées.



*Selon Emmanuel Sinzohagera, ancien président du Sénat, un dirigeant qui ne se soucie pas des préoccupations de la population ne saurait apporter des réponses efficaces à ses difficultés (Photo : RTNB).*

### Refus de déléguer et gouvernance par la peur

L'ex-président du Sénat a également mis en garde contre les responsables qui veulent tout contrôler. Il a expliqué qu'un mauvais dirigeant ne délègue pas les responsabilités et ne fait pas confiance à ses collaborateurs. « Il nomme des personnes à des postes de responsabilité, mais ne leur laisse

aucune marge de décision. Tout doit passer par lui », a-t-il affirmé. Selon M. Sinzohagera, cette manière de gérer ralentit les activités, démotive les collaborateurs et finit par épuiser le dirigeant lui-même, incapable d'assumer seul toutes les tâches.

Il a ajouté qu'un mauvais leader considère les personnes comme de simples instruments destinés à satisfaire ses propres intérêts alors

qu'un bon dirigeant les accompagne pour leur permettre d'atteindre les objectifs qui leur sont fixés. L'ancien président du Sénat a aussi dénoncé le recours à la peur comme méthode de gouvernance. « Au lieu de gouverner par l'amour et la confiance, il utilise les menaces, les sanctions et parfois même la violence. Pourtant, c'est l'amour qui construit un leadership durable », a-t-il indiqué.

### Redevabilité, proximité avec la population et humilité

Sinzohagera a également insisté sur la redevabilité qu'il considère comme une qualité essentielle d'un bon dirigeant. Selon lui, un mauvais responsable refuse de rendre les comptes, refuse d'expliquer ses décisions, n'accepte pas d'être contrôlé sur la manière dont il exerce son pouvoir ou il gère les ressources mises à sa disposition. Il a poursuivi en affirmant qu'un responsable qui reste éloigné de la population ne peut pas résoudre ses difficultés. « S'il ignore les problèmes, les souffrances et les attentes des citoyens, il lui sera impossible d'apporter des solutions adaptées », a-t-il souligné.

Enfin, il a mis en garde contre l'arrogance qu'il considère comme l'un des principaux ennemis du leadership. A ses yeux, un dirigeant orgueilleux rejette les conseils, refuse les critiques et pense qu'il ne se trompe jamais. Ce qui conduit inévitablement à l'échec.

Ces enseignements ont été partagés lors de la prière nationale d'action de grâce organisée par la famille du président Evariste Ndayishimiye pour célébrer les six années passées à la tête du Burundi. L'événement a rassemblé de nombreuses autorités, responsables religieux et la population venus de différentes provinces du pays.

Gilbert Nkurunziza

# Burunga : la Journée Hinduringendo appelle à un changement de comportements en faveur des droits de l'enfant

A l'occasion de la célébration de la Journée Hinduringendo liée à la Journée Internationale de l'Enfant africain, le projet Merankabandi II et le consortium CARE International, Twitezimbere, AVEDEC et COCAFEM/Grands-Lacs demandent aux familles et aux communautés de protéger les droits des enfants : Santé, alimentation équilibrée, éducation de qualité et protection contre toutes les formes de violence étaient au cœur des messages destinés aux milliers de participants à la célébration. En outre, des vivres et autres matériels de propreté destinés aux enfants les plus vulnérables des prisons et des orphelinats ont été remis aux autorités provinciales.



Le chef de cabinet du gouverneur de Burunga, Etienne Mbonihankuye, salue les réalisations du projet Merankabandi, soulignant qu'il couvre toutes les collines de la province et accompagne les ménages les plus vulnérables dans leur développement.

Le stade de Makamba a abrité la célébration de la Journée Hinduringendo organisée par le projet Merankabandi et de consortium des organisations CARE International, Twitezimbere, AVEDEC et COCAFEM/Grands-Lacs mardi le 30 juin 2026. Cette activité s'inscrivait dans le cadre de la célébration de la Journée mondiale de l'enfant africain, commémorée chaque année le 16 juin. Le thème du jour était : « Changeons nos comportements pour le respect des droits de l'enfant : santé, alimentation équilibrée et éducation de qualité ». La rencontre a rassemblé les autorités administratives, les bénéficiaires du Projet d'Appui aux Filets Sociaux Productifs et Emplois (Merankabandi II), les parents, les enfants ainsi que de nombreux habitants de la province Burunga. Notons que ce consortium met en œuvre les mesures d'accompagnement du projet Merankabandi.

## Les autorités saluent un projet qui transforme les conditions de vie des plus démunis

Dans son discours, le chef de cabinet du gouverneur de Burunga, Etienne Mbonihankuye, a rendu hommage au travail accompli par le projet Merankabandi II dans l'ensemble de la province Burunga. Selon lui, ce programme touche toutes les collines de la province et accompagne les ménages les plus pauvres dans leur développement. « Nous apprécions la manière dont le projet Merankabandi soutient nos populations, particulièrement les plus démunies. C'est un projet d'envergure qui intervient dans toutes les collines de la province et qui contribue au développement de nos communautés », a-t-il souligné.

Pour cette autorité provinciale, l'organisation de cette journée consacrée aux droits de l'enfant constitue également une occasion de sensibiliser la population sur les responsabilités des parents. Il a insisté sur le droit fondamental de chaque enfant à l'éducation : « Lorsqu'un enfant atteint l'âge scolaire, les parents doivent comprendre qu'il s'agit de son droit. Ils doivent lui fournir tout ce dont il a besoin pour préparer son avenir. Les enfants constituent le Burundi de demain. Les projets que nous mettons en œuvre aujourd'hui sont destinés à eux. »

Le chef de cabinet du gouverneur

a lancé un appel aux familles afin qu'aucun enfant ne soit privé d'école. Il interpelle : « Ne gardez pas vos enfants à la maison. Envoyez-les à l'école. Lorsqu'ils seront instruits, ils contribueront au développement de leurs familles et de tout le pays. Nous devons respecter les droits de tous les enfants et toujours placer leur intérêt supérieur au premier plan. »

## Le souvenir de Soweto pour rappeler les droits fondamentaux de l'enfant

Prenant la parole au nom du consortium, Rodrigue Baranyizigiye est revenu sur les origines de la Journée de l'enfant africain. Il a rappelé que cette journée trouve son origine dans les événements tragiques survenus à Soweto, en Afrique du Sud, le 16 juin 1976, lorsque des milliers d'élèves avaient manifesté pacifiquement pour réclamer une éducation de qualité et protester contre l'imposition de l'afrikaans comme langue d'enseignement. « Ces enfants ont été violemment réprimés. Plusieurs ont été blessés et d'autres ont perdu la vie. Pour honorer leur mémoire et sensibiliser les pays africains aux défis auxquels font face les enfants, l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), aujourd'hui l'Union Africaine (UA), a institué en 1991 la Journée de l'enfant africain », a-t-il expliqué.

Selon lui, cette journée rappelle que chaque enfant mérite protection, respect et accompagnement. « L'enfant est une richesse pour la

nation. Il doit grandir dans un environnement qui lui permet de développer pleinement ses capacités. Sa protection concerne la famille, les autorités, les communautés et tous les acteurs engagés dans le développement. », explique M. Baranyizigiye.

## Santé, alimentation, protection et éducation : des droits qui ne doivent pas rester théoriques

Au cours de son intervention, M. Baranyizigiye a rappelé plusieurs droits essentiels reconnus à chaque enfant. Le premier concerne la santé. « Chaque enfant a droit aux soins de santé, à la vaccination, à une eau potable de qualité et à un environnement propre afin de grandir en bonne santé », a-t-il indiqué. Il a également insisté sur l'importance d'une alimentation diversifiée et équilibrée. Il a précisé : « Une bonne alimentation dès le plus jeune âge est indispensable au développement physique et intellectuel de l'enfant. Nous encourageons les parents à offrir à leurs enfants une alimentation variée et équilibrée. »

Un autre message fort : le droit au jeu. Selon lui, jouer n'est pas une perte de temps, mais une activité indispensable au développement de l'enfant. « Le jeu permet à l'enfant d'apprendre, de développer ses talents, de vivre harmonieusement avec les autres et de préserver son équilibre psychologique et physique », explique M. Baranyizigiye.

Le représentant du consortium

a également rappelé que tous les enfants doivent être protégés contre les violences, l'exploitation, les discriminations et les mauvais traitements. « Ensemble, nous devons faire tout notre possible pour que chaque enfant grandisse dans la dignité, la sécurité et le respect. Protéger un enfant aujourd'hui, c'est construire un Burundi de demain qui est plus fort, plus prospère et plus paisible », insista-t-il.

S'adressant directement aux enfants présents à la célébration, il leur a adressé un message d'encouragement : « Vous avez de la valeur. Vous avez des droits et un bel avenir devant vous. Continuez à étudier, à rêver grand et à développer vos talents. »

Les bénéficiaires témoignent des changements apportés par Merankabandi

Au-delà des discours officiels, la journée a donné la parole aux bénéficiaires du projet, venus partager leurs expériences. Résidente du quartier Nyaruremba à Makamba, Neema Munezero affirme avoir découvert un aspect des droits de l'enfant qu'elle ignorait jusque-là. « Aujourd'hui, nous avons beaucoup appris surtout sur les droits de l'enfant. Avant, lorsque je voyais mes enfants jouer, je pensais qu'ils perdaient leur temps. J'ai compris aujourd'hui que le jeu est indispensable à leur développement. Désormais, je leur laisserai un temps libre pour jouer », confie-t-elle.

Pour Odette Niyonzima, également habitante de Makamba, le projet Merankabandi a complètement transformé la vie de sa famille. « Avant, j'étais une femme très pauvre et j'avais quatre enfants qui avaient abandonné l'école. Depuis que Merankabandi m'accompagne, tous mes enfants ont repris leurs études », raconte-t-elle. Grâce à l'appui financier reçu, elle a pu développer des activités génératrices de revenus. « Les moyens que j'ai reçus m'ont permis de lancer une activité économique. Aujourd'hui, notre vie a changé. Nous mangeons correctement, nous sommes bien habillés et mes enfants poursuivent leur scolarité. Je souhaite que ce projet continue à soutenir d'autres familles vulnérables dans tout le pays », explique-t-elle.

## Des questions-réponses pour apprendre en s'amusant

La célébration proprement dite se déroula dans une ambiance conviviale grâce à un grand jeu interactif consacré aux droits de l'enfant. Des questions ont été posées au public sur différents thèmes liés à la santé, à l'alimentation, à l'éducation, à la protection contre toutes les formes de violence et aux droits fondamentaux des enfants. Les femmes et les enfants ont été les plus nombreux à participer à cette animation pédagogique.

Chaque bonne réponse était récompensée par un cadeau. Les gagnants sont repartis avec des seaux, des bassines, des cahiers, des stylos, des savons voire une poste de radio. Au-delà des récompenses, cette activité avait surtout pour objectif de renforcer les connaissances des communautés sur les droits de l'enfant et d'encourager chacun à devenir un acteur du changement.

## Au-delà de la célébration, un geste de cœur pour les enfants vulnérables

En marge de la célébration de la Journée Hinduringendo liée à la Journée Internationale de l'Enfant Africain, le projet Merankabandi II et le consortium ont posé un geste de solidarité en remettant des vivres aux autorités provinciales. Ces produits étaient composés d'une tonne de maïs, de 200 kilos de haricots et de 700 kilos de farine de bouillie. A cela s'est ajouté 30 cartons de savons et 32 bassines. Ce lot est destiné aux enfants vulnérables incarcérés dans différentes prisons et à ceux hébergés dans les orphelinats de Kiremba Sud et de la maison Iratabara de Rutana.

Le chef de cabinet du gouverneur de Burunga a salué cette initiative. « Nous savons tout ce que le projet Merankabandi apporte à notre province. Aujourd'hui encore, il a contribué à la célébration de cette journée internationale en offrant une aide importante destinée aux enfants les plus vulnérables. Ce geste vient s'ajouter aux nombreuses actions positives que Merankabandi réalise déjà dans notre province », a-t-il déclaré.

La Santé, l'éducation, l'alimentation équilibrée, la protection contre toutes les formes de violence et le droit au jeu sont autant de droits qui doivent être garantis à chaque enfant afin de bâtir une société plus juste et plus prospère.



Une forte mobilisation populaire a marqué la célébration de la Journée Hinduringendo à Makamba.



**VOULEZ -VOUS RENFORCER VOTRE VISIBILITÉ? VOULEZ-VOUS OFFRIR DES CADEAUX CUSTOMISÉS DE FIN D'ANNÉE?**

**PARMI SA GAMME DE PRODUITS, HOPE DESIGN VOUS PROPOSE DES GOURDES PERSONNALISÉES**

